

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS CADRES
DES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, DE VITICULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE, DE PÉPINIÈRES,
DES ETAF, DES CUMA ET DES ASSOCIATIONS DE REMPLACEMENT**

(LOIRE-ATLANTIQUE)

(17 février 2006)

ACCORD DU 17 FÉVRIER 2006 (1)

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0697115M

Entre :

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Loire-Atlantique (FNSEA 44) ;

La confédération paysanne de la Loire-Atlantique ;

L'association viticole de la région nantaise ;

Le syndicat général des vignerons de Nantes ;

Le syndicat des vignerons indépendants de Nantes ;

La fédération des groupements maraîchers nantais ;

Le syndicat des producteurs horticulteurs et pépiniéristes de la Loire-Atlantique ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers de la Loire-Atlantique ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Loire-Atlantique ;

La fédération des associations de remplacement 44,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats confédérés de la Loire-Atlantique CGT ;

L'union départementale des syndicats de la Loire-Atlantique CFTC ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique dans les établissements de la Loire-Atlantique des entreprises et exploitations relevant des activités suivantes :

- élevage spécialisé de gros ou petits animaux ;
- culture et élevage non spécialisés ;
- viticulture ;
- maraîchage ;
- horticulture ;
- pépinières ;
- travaux agricoles ;
- coopératives d'utilisation de matériel agricole ;
- associations de remplacement.

Il bénéficie aux salariés relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

Article 2

Incapacité temporaire

Les cadres en arrêt de travail bénéficient d'indemnités journalières complémentaires prévues par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 :

- dès le 1^{er} jour en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales ;
- à partir du 21^e jour d'arrêt, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

Le présent accord permet aux salariés cadres de bénéficier d'indemnités journalières complémentaires dès le 4^e jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée avec des taux d'indemnisation identiques à ceux de la convention du 2 avril 1952.

Article 3

Cotisations

La garantie d'incapacité temporaire est financée par les cotisations suivantes :

	TRANCHE A		TRANCHE B	
	Part patronale	Part salariale	Part patronale	Part salariale
IJ 4 ^e au 10 ^e jour	0	0,18	0	0,31
IJ 11 ^e au 20 ^e jour	0,11	0,01	0,27	0,02
Total	0,11	0,19	0,27	0,33

Article 4

Organisme gestionnaire

La gestion de la garantie financière est assurée par un prestataire désigné par les signataires du présent accord. Cette désignation se concrétise par la signature d'un accord d'adhésion.

Article 5

Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2006 pour une durée indéterminée, sous réserve de l'extension.

Article 6

Révision. – Dénonciation

Le présent accord peut faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 2 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée, d'une part, aux autres parties signataires, d'autre part, au service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de la Loire, 12, rue Menou, 44035 Nantes.

Les conditions et modalités de la mutualisation de ces garanties seront, en tout état de cause, réexaminées selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

En cas de dénonciation de l'accord, ou en cas de changement d'organisme assureur, il sera négocié avec le nouvel assureur les modalités de revalorisation des prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord à toutes les exploitations et entreprises situées dans son champ professionnel d'application.

Fait à Nantes, le 17 février 2006.

(Suivent les signatures.)